

30 entreprises « pilotes » participent à la mise en place opérationnelle de la déclaration sociale nominative (DSN)

Chantier prioritaire du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, la DSN substitue un dispositif déclaratif unique et dématérialisé à la plupart des déclarations sociales faites par les entreprises. Afin de garantir son application à l'ensemble des employeurs au 1^{er} janvier 2016, sa mise en place opérationnelle a été définie selon **une montée en charge progressive, en plusieurs phases, et une approche collaborative réunissant tous les acteurs concernés.**

La première phase de mise en œuvre opérationnelle de la DSN a été **officiellement lancée le 19 février 2013** à l'occasion d'une réunion de travail rassemblant l'ensemble des parties prenantes du projet. Aux côtés des organismes de protection sociale étaient présents **une vingtaine d'entreprises (grandes entreprises, PME et TPE) et tiers déclarants, ainsi qu'une dizaine d'éditeurs de logiciels de paie qui se sont portés volontaires pour être parmi les premiers utilisateurs de la DSN.**

Parmi les « pilotes » :

- grandes entreprises : Alliance Healthcare, Coop CNP, CSC, Léon Grosse, Seb, Société générale, Steria, Thales ...
- PME et TPE : A4 Partners (expert-comptable), Cave lex, Coheris, GIE Sesam-Vitale, BTP Vacances (Pro BTP), Régus, Tuppin, Unédic ...
- éditeurs de logiciels : ADP, Cegedim, Cegid, EBP, HR Access, SAP, Sage, Sopra.

Ensemble, **ils finalisent les conditions opérationnelles d'utilisation du système** en vue de la première application en condition réelle de la DSN. À partir du mois de juin, les entreprises volontaires ou leurs tiers déclarants pourront transmettre une déclaration sociale nominative en remplacement de 4 de leurs déclarations :

- les attestations de salaire pour le versement des indemnités journalières maladie, maternité et paternité,
- les attestations d'employeur destinées à Pôle emploi,
- les enquêtes ou déclarations mensuelles de mouvements de main-d'œuvre (EMMO/DMMO),
- les formulaires de radiation des institutions de prévoyance, mutuelles et sociétés d'assurance engagées dans le dispositif.

Dans le cadre de cette phase de démarrage, les entreprises pilotes bénéficient d'un suivi sur mesure, personnalisé, favorisant le passage à la DSN. À cet effet, une hotline dédiée et l'organisation de formations pour les salariés concernés seront par exemple proposées.

En pratique :

La DSN mensuelle sera à **adresser au plus tard le 5 ou le 15 du mois** qui suit celui auquel la déclaration se rapporte. Les signalements d'événements (comme une rupture de contrat de travail) seront à adresser au fur et à mesure, sauf pour les cas des indemnités journalières (IJSS) subrogées.

Découvrez à l'aide du démonstrateur le fonctionnement de la DSN :

<http://www.dsn-info.fr/demonstrateur/DSN.htm>

Étape indispensable pour garantir la fiabilité et l'efficacité du système, cette démarche collaborative contribue également à mieux appréhender les interrogations des entreprises lors de la phase de démarrage.

En savoir plus : www.DSN-info.fr

Suivre la DSN sur Twitter : [@DSN_infos](https://twitter.com/DSN_infos)

À propos du GIP-MDS :

Le Groupement d'intérêt public Modernisation des déclarations sociales (GIP-MDS) a été créé en 2000 dans le but de mutualiser les moyens et les expertises des organismes de protection sociale en termes de dématérialisation, et surtout de faciliter aux entreprises et à leurs représentants l'accès aux déclarations dématérialisées.

Le GIP-MDS propose ainsi aux entreprises et à leurs mandataires, via le site net-entreprises.fr, le moyen d'effectuer leurs déclarations sociales en ligne de manière gratuite et sécurisée. Adopté par plus de 3 entreprises sur 4, net-entreprises.fr a enregistré 22 millions de télédéclarations en 2012 et joue un rôle incontournable auprès des entreprises en matière de démarches administratives.

Le GIP-MDS regroupe les organismes de protection sociale (Acos, Agirc-Arrco, Cnav, Pôle emploi, Unédic, CnamTS, MSA, RSI...) mais aussi les représentants de la prévoyance, de la mutualité, assurances (CTIP, FNMF, FFSA). Les membres associés sont les organisations patronales (Medef, CGPME, UPA), trois syndicats de salariés (CFDT, CGT, CGT-FO) et les représentants d'utilisateurs comme les éditeurs de logiciels (Syntec numérique) et les experts-comptables (Conseil supérieur de l'Ordre).

Contacts presse :

GIP-MDS

Alexandre AZAR

01 58 10 47 28

alexandre.azar@gip-mds.fr

Agence Wellcom

Lucie HACQUIN & Alexia DIEZ-SOTO

01 46 34 60 60

lha@wellcom.fr – ads@wellcom.fr